

Le billet d'André Gauron

Décembre 2011

Europe : contre la déflation salariale, un plan global de sortie de crise

Dans son discours de Toulon du 1^{er} décembre, le président-candidat Sarkozy a invoqué le principe de convergence comme son guide suprême de sa vision de l'Europe et affirmé rejeté toute baisse des salaires et des pensions, au moins pour la France. Si convergence il doit y avoir, la politique salariale est un terrain idéal pour la mettre en œuvre et démontrer concrètement ce que veut dire rejeter toute politique de déflation. Mais qui parle aujourd'hui de déflation ?

On connaissait la *dévaluation (externe)* – un changement de la parité d'une monnaie par rapport à toutes les autres -, voici venu le temps de la *dévaluation interne*, une baisse des salaires et des prix. Cette invention lexicale, destinée à habiller les recommandations du FMI à l'égard de la Grèce, en revient à son économiste en chef, Olivier Blanchard. L'idée est simple : puisque la Grèce ne peut pas dévaluer sa monnaie sans sortir de l'euro, la solution (libérale) pour rétablir sa compétitivité est de faire ce que permet une dévaluation : baisser les prix des produits exportés et renchérir le coût des importations en amputant le pouvoir d'achat des ménages. L'idée n'est pas franchement nouvelle. Elle portait seulement une autre dénomination restée dans la mémoire française attachée au nom du président du conseil de l'époque (1935), Pierre Laval, la *déflation salariale*. Celle-ci consista en une baisse autoritaire de 10 % des traitements, loyers, rentes et pensions. Le contexte monétaire de la France était comparable à celui que connaît aujourd'hui la Grèce. D'un côté, les pays du bloc or, dont la France, qui s'interdisaient toute modification de la parité or de leur monnaie ; de l'autre, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis qui avaient dévalué leur monnaie par rapport à l'or. Le résultat fut une rechute de la production et une aggravation du chômage dont le Front populaire allait hériter.

L'histoire ne se répète évidemment pas à l'identique. Mais en économie, les causes produisent les mêmes effets dès lors que le contexte est comparable. Or la Grèce est aujourd'hui dans une situation analogue aux pays du bloc or des années trente du fait des dévaluations opérées par la Grande-Bretagne et les pays d'Europe centrale. Cela vaut d'ailleurs pour l'ensemble de la zone euro et devrait nous inciter à combler une des principales lacunes du traité de Maastricht, qui avait fait le pari d'une adhésion progressive et rapide des pays n'ayant pas adopté la monnaie unique, à savoir l'absence de mécanisme de gestion monétaire entre pays membres et non membres de l'euro. Jusqu'au déclenchement de la crise, la stabilité monétaire avait

occulté cette situation. Elle aggrave aujourd'hui les problèmes de compétitivité d'un certain nombre de pays de la zone euro. Il y a donc nécessité et urgence à mettre cette question sur la table et à ne pas laisser flotter librement les monnaies des pays non membres de la zone euro.

Le second enseignement des années trente porte sur les effets dépressifs d'une politique déflationniste, fut-elle rebaptisée *dévaluation interne*. Il est d'ailleurs amplement confirmé par les déboires de l'économie japonaise, engluée dans la déflation provoquée par l'éclatement de sa bulle immobilière. Dévaluation et déflation ne sont en effet nullement équivalentes. La première stimule les exportations et n'affecte le pouvoir d'achat qu'à proportion des importations qui se trouvent renchériées ; la seconde affecte au contraire directement le pouvoir d'achat des ménages, donc leur consommation et provoque en outre un comportement attentiste de la part des ménages comme des entreprises qui espèrent acheter demain moins cher. De plus, pour qu'une baisse des prix intérieurs ait un effet de relance des exportations, il est nécessaire que des capacités de production existent ou puissent être créées très rapidement. Or, tel n'est pas le cas de la Grèce dont l'industrie est moribonde et qui ne peut compter que sur un tourisme trop saisonnier pour tirer toute l'économie et qui est en outre largement consommateur d'importations.

Comme Lasaire n'a cessé de le dire dans ses écrits et ses débats, loin d'être la solution, la déflation salariale est aujourd'hui le problème principal de l'Europe. De nombreux pays, la Grèce mais aussi l'Italie ou la France, voient en effet leur compétitivité affectée par la déflation salariale larvée que pratique l'Allemagne. Certes, les salaires des ouvriers de l'industrie ont continué de progresser au cours des dix dernières années, même si c'est faiblement. En revanche, suite à la politique initiée par le chancelier Schröder, l'absence de salaire minimum, la faiblesse des conventions collectives dans le tertiaire et la multiplication des minijobs ont entraîné une forte baisse du salaire moyen des emplois de service. Autrement dit, l'Allemagne a compensé la hausse de l'euro par une *dévaluation interne* des salaires à travers l'élargissement et l'accentuation du dualisme de son marché du travail. Du fait que les échanges extérieurs des économies européennes sont majoritairement intra-européens, cette dualisation du marché du travail allemand s'est faite au détriment de ses partenaires qui sont aussi ses premiers concurrents.

Cette situation dessine la solution que devrait adopter l'Union européenne pour se sortir de la crise actuelle. Non pas imposer aux pays en déficit de compétitivité une déflation salariale, mais tout au contraire, prendre appui sur l'importance des échanges intra-européens pour conduire une politique de reflation salariale sous la forme d'une résorption de la précarité et du dualisme du marché du travail. Autrement dit, le mot d'ordre devrait être celui d'une réduction des inégalités de conditions d'emploi et de salaire par l'éradication prioritaire de la précarité et une hausse négociée et différenciée des salaires. L'idée chemine lentement en Allemagne. D'une part, la création d'un salaire minimum dans toutes les branches que réclament les syndicats semble désormais faire consensus ; de l'autre, IG Metall,

le syndicat de la métallurgie, qui a obtenu une hausse de 3,8 % des salaires de la branche a pour la première fois pris en compte dans la négociation les intérimaires et les salariés des entreprises sous-traitantes. Au-delà du cas allemand, il y a là un enjeu majeur pour tout le syndicalisme européen comme pour la gauche européenne, la base d'un nouveau partenariat social sans lequel il n'y a pas de sortie de crise possible.

L'Europe ne peut sortir du surendettement des Etats comme des agents économiques simplement par une politique de rigueur. Non seulement elle ne résoudra rien, mais elle ne fera qu'aggraver les difficultés actuelles et prolonger la crise. La rigueur budgétaire souhaitée par la chancelière allemande n'aura de vertu que si elle participe d'un *plan global* de relance économique qui accompagnerait la *discipline budgétaire*. Il comporterait une composante *financière* avec une garantie d'accès aux marchés financiers par le refinancement des dettes à échéance par l'émission d'eurobonds assis sur un transfert de fiscalités nationales, une composante *monétaire* avec la fin de la libre fluctuation des monnaies de pays européens hors de l'euro (Grande-Bretagne en tête), une composante *économique et sociale* de reflation salariale avec la création d'un salaire minimum là où il n'existe pas et l'éradication de la précarité, enfin, une composante *démocratique* qui doit avoir deux piliers, un pilier politique dans l'extension des compétences du Parlement européen, notamment en matière de fixation des déficits budgétaires et l'élection de la Commission et de son président par ledit Parlement et un pilier social par la relance du dialogue social en Europe. C'est à cette condition que l'Europe pourra renouer avec les citoyens et redevenir la grande aventure qu'elle a été au lendemain de la seconde guerre mondiale.